

Écho de la voix des jeunes

Compte-rendu de la Consultation jeunesse du 7 octobre 2015
(dans le cadre du renouvellement de la politique jeunesse)

Présenté par
La Coalition Interjeunes

Décembre 2015



**COALITION
INTERJEUNES**

La Coalition Interjeunes

Composition

Les organismes membres de la Coalition Interjeunes sont : le Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ), le Regroupement des Auberges du cœur du Québec (RACQ), le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ), le Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCQLD) et le Regroupement des organismes communautaires québécois pour le travail de rue (ROCQTR). Interjeunes représente 320 organismes fréquentés par 370 000 jeunes partout au Québec.

Nature

L'action communautaire autonome jeunesse est composée de groupes qui travaillent au quotidien avec des milliers de jeunes en les impliquant dans leur communauté, en les éduquant à une citoyenneté active, en créant des liens entre les générations, en les appuyant et les accompagnant dans leur insertion sociale et économique. Nous croyons qu'il est important de reconnaître l'apport de ces groupes dans le développement social et économique du Québec, et ce, en leur attribuant la place qui leur revient.

Coordonnées



<https://www.facebook.com/coalitioninterjeunes/?fref=ts>



coalitioninterjeunes@gmail.com

Rédaction

Caroline Forget-Galipeau, agente d'analyse et de recherche
Nicholas Legault, directeur général
Regroupement des maisons de jeunes du Québec (RMJQ)

Marie Eve Gauthier, adjointe de direction et responsable des communications
Denitsa Hristova, agente d'analyse et recherche
Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ)

Isabelle Gendreau, coordonnatrice des communications
Rémi Fraser, coordonnateur reconnaissance et financement
Regroupement des Auberges du cœur du Québec (RACQ)

Mélanie Marsolais, directrice
Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage scolaire (ROCLD)

INTRODUCTION

La Coalition Interjeunes dépose aujourd'hui un compte-rendu à l'image des jeunes qui fréquentent les 320 organismes communautaires autonomes jeunesse : riche de diversité, d'idées et de volonté pour transformer la société et en faire un monde meilleur pour tous les jeunes du Québec. Souhaitant mettre en valeur la parole des jeunes, ce compte-rendu est une synthèse des échanges des jeunes lors de la Consultation jeunesse d'Interjeunes tenue le 7 octobre dernier à Québec.

Afin de concevoir une Politique jeunesse à l'image de leur réalité et de celle de tous les jeunes du Québec, plus de 60 jeunes, vivant des réalités très distinctes, ont échangé et discuté sur des thèmes qui les touchent. Les jeunes participants des cinq regroupements membres de la Coalition Interjeunes se sont exprimés tout au long de la journée sur les quatre axes du document de la consultation gouvernementale « Ensemble pour les générations futures » : les saines habitudes de vie, un milieu favorable à la persévérance et la réussite scolaires, des jeunes prêts pour le travail, une économie prête à les accueillir et une citoyenneté active et plurielle. Au travers de leurs échanges, ils ont aussi suggéré différentes pistes de solutions au gouvernement.

La jeunesse est une période de la vie stimulante qui comporte de nombreux défis et les jeunes en sont pleinement conscients. Au cours de la journée, ils ont exprimé leurs préoccupations sur les diagnostics en santé mentale et comment on prescrit essentiellement des médicaments sans donner accès à des services ainsi qu'à de l'accompagnement. Les jeunes ont partagé des préoccupations en regard de l'hypersexualisation, du sexisme et de la lutte à l'intimidation. Ils constatent qu'il est difficile pour certains d'entre eux de compléter leur secondaire 5, alors que cela demeure une clé pour l'obtention de n'importe quel emploi. Ils soulignent le manque de services dans les écoles, notamment en ce qui concerne l'accessibilité à des travailleurs sociaux et à des conseillers en orientation. De plus, les jeunes ont nommé l'importance que les employeurs leur « donnent leur première chance » et reconnaissent leur potentiel.

En fin de journée, réunis autour d'une grande table, les jeunes ont parlé de l'importance de la participation citoyenne et de faire entendre leurs préoccupations et leur réalité dans la société. Ils ont ainsi tenu la rencontre inaugurale d'un premier « ministère de la jeunesse » au Québec.

La Coalition Interjeunes s'est donné le mandat d'être porteur de leurs voix en rédigeant ce compte-rendu, rapportant le plus fidèlement possible leurs paroles. Nous espérons que la richesse de leurs propos et la conviction avec laquelle ils ont donné leur avis apparaîtront à la lecture de ces pages.

AXE D'INTERVENTION I DE SAINES HABITUDES DE VIE

L'adoption de saines habitudes de vie est un facteur déterminant pour le bon développement des jeunes et leur participation à la vie citoyenne. Afin d'exprimer leur réalité sur cet enjeu et exposer leurs recommandations au gouvernement, les participants de la Consultation jeunesse se sont prononcés sur les sujets suivants :

- La santé mentale
- Les habitudes alimentaires
- Les soins en santé
- Le logement
- Les relations interpersonnelles
- Les comportements à risques (alcool/drogue, hypersexualisation, prostitution)

Santé mentale

Les questions de santé et de maladies mentales ainsi que d'accès aux services et la médication sont des situations vécues qui ont pris une place prépondérante lors de cet atelier. D'emblée les jeunes ont établi :

« Si à la base on ne va pas bien, ça a un effet sur le reste des habitudes de vie, l'alimentation, le sport, etc. »

« Si la santé mentale n'est pas prise en charge dès le départ, aucune saine habitude de vie ne suivra pour les jeunes. Il y a beaucoup à faire, principalement au niveau des services, des ressources. On doit intervenir tôt. « Dès 16-17 ans, il devrait y avoir des services qui n'existent pas ou peu »

Mais qu'en est-il justement lorsqu'on est jeune qu'on a des troubles ou une maladie mentale et qu'on demande de l'aide ?

« On banalise les situations parce qu'on est jeune »

Ce constat est revenu à plusieurs reprises et sous plusieurs formes :

« Quand t'es jeune, on banalise leur vécu, leur parole, leur capacité à décider : T'as pas l'expérience de la vie. Ça doit être la pleine lune. »

« On est traité comme des moins que rien. Nos problèmes servent juste à vendre des médicaments »

« L'intervention survient trop tard, les jeunes sont mal accompagnés. Ils retardent l'accompagnement. Les jeunes accumulent les problèmes avec le temps. La prise en charge des cas arrive trop tard. On nous dit : T'es pas capable de te contrôler, pourquoi on t'aiderait ? »

Et d'autres témoignages vont dans ce sens :

« Je rentre le matin et on me sortait le soir. Ça a duré un an et demi. Je faisais de l'automutilation. On me disait : Tu n'es pas nature. Tu n'es pas capable de prendre soin de toi. Il y a un manque de prise en charge pour les jeunes. Au Centre de crise, on me disait d'appeler la police »

« Ils attendent qu'on explose. Ils ont attendu que je fasse de la prison et une psychose pour intervenir. On doit intervenir plus tôt. Au lieu de commencer avec un problème gérable, ils ont attendu que ça devienne un mode de vie et que ce soit ingérable pour les autres »

Cette banalisation a des conséquences importantes :

« Quand c'est trop avancé, on risque de devenir dépendant de la prise en charge »

L'accès aux services de soutien et d'accompagnement est déficient, voire inexistant.

« J'ai voulu rencontrer un psy à l'école et je me suis retrouvé en bas de la liste d'attente. J'ai eu le courage de demander de l'aide, mais on m'a refusé. »

« Les délais sont trop longs. Ça peut prendre six mois avant de voir un psy. Entre temps, on passe entre les mains de beaucoup d'intervenants avant de le voir »

« C'est une roue sans fin. Il manque de ressources, les situations empirent, ça devient très exigeant pour l'entourage qui ne sait pas comment gérer la situation et qui est affecté à son tour. »

Non seulement les services sont insuffisants, mais ils s'adaptent mal aux situations :

« Lorsque tu as un rendez-vous et que tu ne vas pas bien et que tu ne te présentes pas, il n'y a pas de suivi, personne ne se fait de souci. Ce n'est qu'un rendez-vous. Tu es un numéro »

« Mes amis avaient réussi à me faire appeler au Centre de prévention du suicide. Là on m'a juste conseillé de ne pas rester seul, d'être avec mes amis. Mais eux, ils ne savent plus quoi faire »

« On doit améliorer la communication en les ressources. Il faut plus de communication entre elles. »

« Les médecins ne s'informent pas assez de la réalité du patient »

« Quand tu tombes entre deux chaises, ça mène à des diagnostics imprécis. On essaie ceci puis cela... Les ressources pour diagnostiquer sont manquantes. On procède par essais et erreurs. »

L'argent fait une différence quant à l'accès à des services de qualité. C'est une réalité qui confronte rapidement les jeunes :

« Les tarifs des professionnels comme les psychologues sont chers et souvent peu accessibles. Il faut de l'argent. »

« Ça répond au besoin capitaliste des professionnels et des pharmaceutiques de faire des profits »

« L'argent est plus important que la santé des gens ».

Enfin, on signale quelques besoins particuliers :

« Il faut des ressources pour les parents. Ils ne comprennent pas ce qui se passe »

« Il faut soutenir les aidants. Faire comprendre ce qui se passe, comment ils peuvent aider »

« On doit adapter les services pour les autres cultures et les autres langues sinon quand on a besoin de services, ils ne sont pas disponibles. On n'a pas besoin d'aide seulement en français. »

S'il y a un aspect qui est revenu avec beaucoup d'insistance, c'est celui des médicaments prescrits. Curieusement (vraiment ?), on a surtout souligné leurs limites, voire leurs contre-effets :

« Je m'en allais vers une dépression en raison du milieu et de ses exigences, mais on m'a juste prescrit des médicaments sans tenir compte de ce que je vivais »

« Quand on a besoin d'une aide immédiate, on a juste une prescription »

« On apaise les symptômes, mais ça ne règle rien. Ça entraîne d'autres problèmes : pauvreté, travail, école. »

« On ne s'informe pas assez de la situation, du vécu, avant de prescrire »

« Les médicaments qu'on prescrit ne sont pas toujours en rapport avec les difficultés qu'on a ».

« Il y a beaucoup trop de médications. On ajoute des problèmes à nos problèmes. Il manque de ressources pour le soutien »

« Une fois qu'on enlève la médication, le problème est encore le même, même pire encore. »

« Je m'en suis sortie toute seule, les médicaments sont un problème de plus. J'avais surtout besoin d'en parler »

« Il y a des effets secondaires aux médicaments : dépression et idées suicidaires. »

« La médication, ça doit venir dans un deuxième temps. L'aide et le soutien doivent venir avant. Si ce n'est pas suffisant, on peut penser aux médicaments ».

Sans nécessairement identifier des solutions toutes faites aux situations, les jeunes présents ont quand même souligné certains aspects à prendre en compte. D'une part, quant à la nature même des situations vécues.

« Il y a une différence entre santé mentale et problèmes mentaux. Ce sont deux réalités. La maladie vs les difficultés ayant une cause dans l'histoire de la personne. »

« Il faut aller plus à la source des problèmes. Un problème de santé mentale est souvent une conséquence. Il faut travailler sur les causes ».

« C'est pas ça le problème. C'est de s'en sortir, de se sortir d'une situation toxique. »

L'entourage immédiat du jeune apparaît comme une ressource, mais une ressource fragile qui a aussi besoin de soutien. On est dans une logique où on doit aussi aider les aidants.

« Être bien entouré, c'est le meilleur des remèdes »

« L'accompagnement du réseau social est important dans des difficultés de santé mentale pour les jeunes. »

« Les amis, l'entourage qui veut s'impliquer fait face à de l'incompréhension. Ils se font dire que c'est pas leur problème »

« Le réseau social a une pression et ça peut fragiliser le cercle de soutien »

« Il faut aussi aider l'entourage ».

L'information doit être mieux diffusée et peut-être mieux ciblée.

« Il faut sensibiliser la population, les écoles, etc. Comprendre que personne n'est à l'abri. »

« Il faut une meilleure compréhension des situations. Par exemple, bipolaire, ça veut dire quoi. »

« Il doit y avoir des ateliers de prévention afin de comprendre d'où vient la source. Tout ne s'explique pas par des mécanismes biologiques ou mentaux ».

« Aujourd'hui, je suis pair aidante. Je sais à quoi ça ressemble. Il ne faut jamais banaliser »

« On doit former des jeunes à être des ressources aidantes ».

Enfin, dans les ressources du milieu, on souligne l'importance des organismes du milieu. Ils sont souvent les premiers à venir en aide et accompagner les jeunes.

« Il faut plus de budget pour les maisons ressources, aux organismes communautaires, mettre des travailleurs dans les maisons de jeunes, des ressources plus accessibles. »

« Il y a un manque de ressources communautaires de soutien »

Les jeunes présents avaient beaucoup à dire sur la question de la santé mentale et des services offerts pour y répondre. C'était considéré comme une base sur laquelle développer, ensuite, de meilleures conditions et habitudes de vie. Bien loin d'être considéré comme un phénomène marginal ne touchant qu'une petite proportion de jeunes, on a senti que soit parce qu'on avait été directement touché ou que des proches dans l'entourage l'avaient été, les jeunes présents se sentaient très concernés par ces questions. En soi, ça devrait interpeller la société tout entière au plus haut point.

Les habitudes alimentaires

Les participants considèrent que les organismes qui offrent des ressources alimentaires ne sont pas en nombre suffisant pour répondre aux besoins. De plus, ils mentionnent la méconnaissance des consommateurs pour divers produits santé.

« Les ressources disponibles ne sont pas en grand nombre. Il faudrait que des repas soient disponibles. Faire pousser des légumes. On réduit des espaces agricoles présentement. Les ressources sont sur la terre, on crée une rareté. »

« Les gens ne savent pas qu'il y a une diversité de fruits, de légumes. Ils devraient être accessibles. »

La promotion de la santé et du bien-être par l'entremise des saines habitudes alimentaires ou physiques commence par l'éducation, et l'apprentissage, par la mise en pratique (la mise en action).

« C'est facile pour un jeune d'apprendre à cuisiner s'il a tous les outils et ingrédients. Y'a Moisson Québec qui propose une panoplie de légumes. Ce qui est important, c'est d'apprendre à se débrouiller ».

« Pour l'activité physique, on va dehors, on va avoir du fun (s'amuser avec une roche). Lâchez les appareils, explorés, bougés. »

PISTES DE REFLEXION

- Les jeunes estiment qu'il serait utile de réinstaurer les cours d'économie familiale dans les écoles, car ils apportent selon eux beaucoup d'expériences pratiques dans la vie au quotidien.
- De plus, il semblerait que les parents soient souvent trop occupés pour transmettre ce type de connaissances à leurs enfants et c'est alors l'école qui est ciblée pour pallier ce manque.
- Les matières pratiques, tout comme les théoriques devraient être enseignées aux élèves, de même que certaines valeurs humaines et citoyennes. L'instruction et l'éducation sont deux choses différentes, mais nécessaires aux jeunes.

Les soins en santé :

Les jeunes croient que l'une des raisons pour lesquelles nous sommes en pénurie d'infirmières est les changements des dernières années dans le niveau de diplomation. Auparavant les infirmières étaient formées au Cégep, mais elles doivent désormais faire un BAC. Selon eux, ce n'est pas en accumulant les diplômes, mais plutôt en étant sur le terrain qu'on apprend mieux.

« Les infirmières étaient formées au Cégep, elles doivent faire le BAC maintenant, on est en pénurie d'infirmières. Pourquoi ce changement? Avons-nous besoin d'autant de diplômés? En pratique on apprend tellement mieux et plus. Au niveau des hôpitaux, il y a tellement d'erreurs (soins intensifs suite à une erreur médicale). La pénurie pourrait se régler en diminuant les critères d'admission. Le Bac semble inaccessible. »

Ils constatent des erreurs qui sont souvent occasionnées par une surcharge de travail dans les soins hospitaliers.

« Les études pour les soins infirmiers ne viennent justement pas contrer les erreurs? »

« Les heures supplémentaires, le nombre de dossiers (surcharge) sont plutôt une cause pour les erreurs. »

Les jeunes se posent des questions sur la qualité des soins et des diagnostics qui sont posés à leur égard.

« Il y a des dossiers qui tombent entre deux chaises. On ne m'a pas expliqué la situation, on m'a dit ne bouge pas d'ici. Ça a pris du temps (6 ans) avant de comprendre ce que j'ai. Tu dois faire de l'asthme... »

Le logement

Pour les participants, avoir des bonnes habitudes de vie, il faut des bonnes conditions de vie, dont un logement convenable.

« C'est beau de penser à un jardin communautaire, à bien se nourrir, à être en forme, mais avant tout, il est essentiel de penser à avoir un "toit" sain, sécuritaire et financièrement accessible. »

« Dans les grosses villes, l'accès au logement abordable est extrêmement difficile. Pour avoir accès à une coopérative, l'attente peut prendre plusieurs années. »

« On ne sait pas où se trouvent les logements à prix modique. Qu'ils soient plus accessibles. Il faut en parler plus. On sait que ça existe, mais on ne sait pas où s'informer. »

« Le logement social est déterminant sur les autres habitudes de vie. »

Les relations interpersonnelles

Il est important pour les jeunes que les relations interpersonnelles soient une priorité et il faut travailler collectivement afin de mieux comprendre les relations humaines. Pour ce faire, l'école a un rôle à jouer dans l'apprentissage de valeurs et des relations interpersonnelles harmonieuses.

« Remettons dans les écoles, l'économie familiale ou la pastorale afin de vivre des expériences riches et d'apprendre des valeurs. Nos parents sont trop occupés. »

« L'école ne devrait pas faire apprendre que des matières, mais des valeurs. »

« Plusieurs se battent pour introduire la philosophie pour enfant au primaire. On ne laisse pas aux jeunes la chance de penser, de s'exprimer. »

« Instaurons des valeurs auprès des jeunes »

Les jeunes se questionnent sur notre société de plus en plus individualiste :

« Les relations ne sont pas abordées adéquatement, c'est très individuel. »

« On n'est pas une personne seule. On vit en société. On n'est pas juste un individu. On est responsable d'un collectif. »

« C'est ridicule de voir qu'au resto 4 personnes assises ensemble se parlent par textos. »

« En faire une priorité de travailler collectivement. Mieux comprendre les relations humaines. »

« Personne ne fait rien. Le souci d'autrui est une chose rare de nos jours. »

Les nouvelles technologies ont une incidence sur les relations interpersonnelles.

« Les réseaux sociaux (ordinateur) n'aident pas aux relations humaines. Ce n'est pas un atout pour la vie sociale. »

« Ce n'est pas un atout, ce n'est pas à travers eux (les réseaux sociaux) que nous trouverons une vie sociale. »

D'autre part, l'activité physique est perçue comme une belle façon de socialiser et éviter l'isolement.

« On va dehors, on va avoir du fun. Les enfants peuvent s'amuser même avec une roche. Il faut lâcher les appareils électroniques, il faut explorer et bouger dehors. »

Les jeunes arrivent à la conclusion qu'au fond, ce sont les parents qui introduisent la technologie auprès des enfants.

Les comportements à risque (alcool/drogues, hypersexualisation, prostitution)

Les jeunes croient qu'une intervention plus soutenue accompagnée par de la sensibilisation doit être concentrée dans les écoles secondaires et dans tous les lieux où les jeunes se rassemblent.

« Pas seulement en parler dans les écoles, mais dans tous les lieux où les jeunes se rassemblent. »

Alcool et drogues

Même si les jeunes croient que certains films et ateliers peuvent les sensibiliser, il faut susciter davantage la réflexion et la discussion suite à ces visionnements.

« La conduite dangereuse et la drogue dans le film « Dérapage »; c'est bien beau de faire des films pour sensibiliser les jeunes. Il faut soulever la réflexion. Qu'il y ait un suivi. Le film devrait être présenté pour sensibiliser. »

« Qu'il y ait, par exemple, un suivi après pas juste un visionnement. »

« Les seuls ateliers de sensibilisation aux drogues que j'ai eues sont en 5^e année et en secondaire 4. Il y a un grand manque selon moi dans l'apprentissage. »

« Je me souviens des ateliers sur la drogue que j'ai eus en 5e année et en secondaire 4. C'était sur l'heure du midi avec des policiers. Il y avait un grand manque d'intérêt et de participants. »

Hypersexualisation

Les jeunes sont exposés au quotidien d'une multitude de messages et d'images. Cela amène une forme de banalisation préoccupante pour eux.

« L'hypersexualisation, c'est la publicité. Ils mettent de l'avant des images idéales qui ne sont pas la réalité. »

« Voir le ventre de l'autre fille, ça n'intéresse pas toujours tout le monde. »

« J'ai été plus élevé par la TV. Ma seule façon de plaire, c'est par mon corps. Il faudrait qu'on ait d'autres messages, d'autres images. Les messages sont superficiels, sur l'apparence physique. Ils devraient diversifier les publicités. »

À l'école secondaire, l'hypersexualisation est un véritable problème pour les jeunes. Ils croient qu'il faut sensibiliser et prévenir davantage.

"On devrait avoir des cours sur l'hypersexualisation »

« Les chandails bedaines, c'est sexy et à la mode, mais ça met mal à l'aise celles qui sont un peu plus corpulentes, cela crée de la jalousie et de l'intimidation. »

« L'hypersexualisation, c'est physique, mais le comportement aussi »

La prostitution

Les réseaux de prostitution juvénile sont cachés, méconnus ou inconnus. La prostitution demeure un enjeu majeur pour les jeunes.

« La prostitution est un tabou. On cache. Il ne faut pas nier et il faut travailler là-dessus. Certains jeunes le font par choix et d'autres par obligations. »

Souvent les images dans les films pornographiques servent de modèles de sexualité pour les jeunes.

« On déplore le manque d'informations claires au sujet de la sexualité, on en entend parler, pis en même temps ça semble tabou. Expliquez-nous les vraies affaires. »

« On essaie toujours de nous faire peur : la drogue c'est mal, le sexe c'est mal selon certaines religions. On a besoin de connaître la vérité au lieu de l'interdit. »

AXE D'INTERVENTION II

UN MILIEU FAVORABLE À LA PERSÉVÉRANCE ET LA RÉUSSITE SCOLAIRES

Les thèmes proposés dans le cadre de la consultation jeunesse menée par le gouvernement sur l'axe de la persévérance et de la réussite scolaires se penchaient essentiellement sur la participation aux activités parascolaires, sur les services d'orientation scolaire, sur la valorisation des formations professionnelles et techniques ainsi que sur l'accessibilité à l'éducation en termes de facteurs de renforcement de la persévérance scolaire. Or, ce sont d'autres thèmes qui ont été prioritaires par les jeunes en difficulté où ayant des parcours de vie différenciés lors de la Consultation d'Interjeunes.

Suite aux échanges, voici les principaux thèmes qui ont été abordés :

- La persévérance scolaire
- La motivation des jeunes
- Des messages forts négatifs en milieu scolaire et de la part du gouvernement
- Une demande de reconnaissance et de considération globale

La persévérance scolaire

Pour aborder cet axe, les jeunes ont été invités à partager sur ce que signifie le terme « persévérance » pour eux. Certains ont parlé de montagnes russes, d'efforts, de constance ou de l'importance de ne pas abandonner. Or, pour être ou devenir persévérant, les jeunes sont unanimes, il faut avant tout **être reconnu, respecté, encouragé et motivé**.

Tous les jeunes ont dit qu'être motivé est d'une part un état qui vient de soi et d'autre part des personnes qui les entourent ainsi que des milieux de vie dans lesquels ils évoluent : soit leur famille et l'école. À l'exception de quelques mentions sur leurs parents et leurs familles, l'ensemble des échanges se référait au **milieu de vie qu'est l'école**.

« Il y a des profs qui donnent le cours et c'est tout, mais il y a des profs qui font attention à nous... ça me motive ».

« Des programmes et des cadres scolaires OK. Mais laisser aussi des portes ouvertes [pour les jeunes qui ont des difficultés]. »

Les témoignages et les échanges entre les jeunes ont donc évolué à partir de ce facteur : la **motivation**. Puis, de manière plus personnelle, les propos ont cheminé vers des éléments plus profonds tels que le sentiment d'être une **personne reconnue dans sa globalité**, au-delà de ses difficultés.

L'école, les jeunes y aspirent! **Malgré les difficultés et les blessures** qui se dégagent des témoignages des jeunes, la très grande majorité des participants reconnaissent que l'école est un moyen privilégié pour acquérir des connaissances et pour élargir leur compréhension du monde.

« L'école est un milieu où l'on rencontre toutes sortes de personnes et où l'on apprend à vivre ensemble. »

« Un milieu qui nous donne accès à des réalités et des valeurs qui dépassent celles transmises par notre famille. »

« À moins de vivre de l'intimidation, l'école permet de se développer de manière globale, de se forger à travers toute sorte de situations avec toute sorte de personnes, d'être plus mature et responsable, de se dégêner, de s'exprimer. L'école est un milieu qui te permet d'apprendre et d'expérimenter le vivre ensemble. »

La motivation des jeunes

Sans exception, tous les jeunes ont affirmé qu'ils ont toujours eu une motivation à faire « quelque chose ».

« On a toujours des motivations. Lorsque l'école n'est plus une motivation, on décroche pour aller travailler. On choisit « autre chose » que « l'école ».

Les jeunes veulent faire quelque chose. S'ils échouent à l'école, si cette dernière ne semble plus pouvoir leur offrir une place, ils tentent leur chance sur le marché de l'emploi.

« Je me suis fait mettre dehors de l'école plusieurs fois, alors je voulais faire de quoi... j'me suis tourné vers l'emploi. »

Par ailleurs, au-delà de l'école en terme de milieu de vie, certains jeunes ont aussi mentionné que dans leur région, la Côte-Nord par exemple, l'école et la scolarité sont dévalorisées et ne font plus le poids face à l'attrait du marché de l'emploi chez les jeunes.

« Tout le monde lâche pour le travail. Les jeunes n'ont plus de motivation pour l'école, ils lâchent, car travailler est attrayant. »

Les jeunes participants sont unanimes :

« On le sait tous, les jeunes, qu'il faut un DES, ceux qui décrochent c'est pas parce qu'ils ne sont pas assez sensibilisés et informés du fait qu'il faut son secondaire 5 pour avoir un bon job, ils ne décrochent pas par choix ».

Selon les jeunes, **décrocher n'est surtout pas un choix spontané. C'est un choix réfléchi** et c'est surtout un mal nécessaire « lorsque tu n'es plus capable de faire ce que l'on attend de toi à l'école faute d'un trop grand cumul de difficultés, de découragement et finalement de désengagement », dit un jeune. Un autre ajoute : « C'est une descente ». Plusieurs jeunes ont affirmé :

« Lorsque tu ne te sens plus bien dans l'école, que tu vis de l'intimidation, du rejet, de l'isolement et que tu n'en peux plus, de vivre ça, décrocher devient un lâcher-prise sur ce qui pose le plus de problèmes ».

Tous savent que c'est un choix lourd de conséquences. Si décrocher, pour un moment, peut **s'avérer un mal nécessaire** pour certains jeunes qui ne trouvent plus leur place à l'école, il n'en demeure pas moins que les jeunes savent que **lorsqu'ils voudront rattraper, ce sera très difficile**. Ils auront un retard accru et peu de soutien.

Des messages forts négatifs en milieu scolaire et de la part du gouvernement

Sur ce thème, les échanges étaient fort émotifs et empreints de courage. Les propos des jeunes témoignent de nombreux messages très négatifs que l'école leur renvoie. Des messages qui brisent l'espoir de réussir à l'école, puis de réussir à se faire une place dans la société.

« L'école c'est quelque chose de gros ».

L'école évoque un cheminement linéaire et continu qui s'inscrit dans un rythme et en regard de normes. Cette pression omniprésente est illustrée par les propos de plusieurs jeunes :

« Il y a deux sens. On te pousse soit pour avancer ou soit vers la porte et l'école te laisse tomber. La porte est toujours pas loin. C'est un stress énorme. »

« Le prof dit : tu ne suis pas le groupe alors on va avancer avec les autres. »

« On est comme dans une chaîne de production. Quand tu commences à être moins bon, tu réponds plus aux normes, on te dirige vers les classes spécialisées (l'éducation aux adultes), cela génère un stress énorme et négatif et on ne peut plus rien faire pour toi. »

Les jeunes s'expliquent mal pourquoi les programmes ne sont pas plus « souples ». Sans créer nécessairement de nouveaux programmes, les jeunes insistent sur l'importance de permettre un cheminement qui respecte davantage le rythme des élèves. Selon ces jeunes en difficulté scolaire, il s'agit là d'une solution qui leur permettrait d'atteindre des objectifs de réussite scolaire et de diplomation. Par conséquent, ils dénoncent aussi fortement l'orientation des jeunes vers des programmes qui ne les intéressent pas, sous prétexte qu'ils n'ont plus d'autres options qui s'offrent à eux, ou encore vers l'éducation aux adultes qui n'offre pas un soutien adéquat aux jeunes en difficulté. Les conséquences sur la motivation des jeunes et le sentiment qu'il n'y aura pas de place pour eux plus tard font des ravages sur l'estime de soi, la capacité de se projeter et induit une importante perte de confiance dans leur capacité de devenir « quelqu'un ».

« Quand on coule, on nous dit que c'est fini, qu'il faut changer de direction, d'école, de programme alors qu'on pourrait juste prendre une année de plus. »

« Quand tu accumules trop de difficultés, tu as 16 ans et tu es avec une classe de jeunes de 14 ans, tu ne déranges pas. Pourquoi on ne te laisse pas poursuivre? »

« On dirige les jeunes vers des programmes qui ne nous tentent pas parce qu'on n'a pas les bonnes notes. »

« Ce qui me motivait c'était mon programme de ski-étude. Malgré mes efforts, j'y arrivais pas en math. On m'a sortie du programme et cela m'a beaucoup démotivée. Mes amis m'ont encouragée. »

« Il n'y a pas de support dans l'école aux adultes et on te dirige là, car on a pu le support dans l'école pour nous aider. »

Au sortir de cet échange plutôt douloureux, les jeunes ont réaffirmé haut et fort que :

« Tout le monde a une place, même ceux qui ne réussissent pas comme l'école le voudrait. »

Les jeunes disent que si leurs idées et demandes étaient écoutées, ils auraient un avenir qui profiterait à tout le monde. L'un des jeunes pose la question au groupe :

« Pourquoi, étant dans une société avec une pyramide inversée, on n'arrive pas à influencer le gouvernement »

Deux jeunes répondent :

« On se fout un peu des jeunes. On coupe dans les écoles et les organismes communautaires où tu peux aller pour parler, ils coupent partout où il y a des solutions pour aider les jeunes. »

« On est conscient de ce qui se passe même si on est des jeunes. On a une bonne vision. Ils ne se disent pas que dans 5 ans c'est nous qui allons être là et qu'il faut qu'on soit capable d'être là. Ils ne se rendent pas compte, mais eux aussi nous éduquent. »

Cette perception et ce senti des jeunes à l'endroit des adultes à l'école ainsi que des dirigeants de la société québécoise, sont non négligeables.

Une demande de reconnaissance et de considération globale

Les jeunes souhaitent : *« Être reconnus et pris en considération »*. Ils ont l'impression qu'il y a un manque de reconnaissance de la part, entre autres, des enseignants et des enseignantes.

« Un jeune n'est pas que les résultats de ses difficultés scolaires, personnelles ou familiales. »

Les participants ont insisté sur l'importance d'être reconnus et d'être pris en considération, et ce, malgré leurs difficultés. Ces jeunes ne supportent plus le poids de leurs difficultés et du regard de l'autre qui ne voit et reflète que celles-ci.

Les jeunes comprennent que les enseignants et enseignantes ne peuvent pas s'investir dans un rôle au-delà de la tâche d'enseignement. *« Ce ne sont pas des psychologues, des travailleurs sociaux, ils ont leur boulot »*. Les jeunes reconnaissent aussi qu'ils doivent faire leur bout de chemin, s'aider eux-mêmes.

Toutefois, nombre de jeunes ont relaté des moments d'intimidation, d'humiliation ou tout simplement le fait d'être ignorés par les enseignants et enseignantes.

« Tu croises les profs dans le corridor ou à la cafétéria, même si t'es pas dans le cours, tu peux saluer. Ne fais pas comme si on ne se connaissait pas. »

« Si ça ne va pas avec un prof, qu'il ne m'aime pas, il peut m'en parler, il faut qu'on se parle. »

« Tu vas leur demander de l'aide. Au lieu de dire, je peux rien faire pour toi, il peut quand même essayer de trouver une solution ou de l'aide ailleurs. »

En fait, ce que les jeunes revendiquent, c'est un minimum de reconnaissance. Cela peut paraître banal, mais la revendication est d'autant plus importante que ces jeunes aspirent tout simplement à la même reconnaissance que les jeunes qui réussissent mieux et qui bénéficient du respect, de la reconnaissance et des encouragements de leurs enseignants.

Mais encore, il y a de nombreux défis à surmonter pour que l'école soit ancrée dans une culture davantage inclusive.

« Il y a des préjugés à l'école. Je suis TDAH. T'es pas normal. Je ne me sens pas à l'aise. J'ai descendu moralement. L'école y a trop de monde. J'ai raccroché, mais dans un organisme communautaire. Là, j'y arrive. »

PISTES DE REFLEXION

Les jeunes ont identifié quelques pistes de réflexion sur lesquelles s'appuyer pour dégager des solutions. Cependant, au constat de la nature et de la diversité des difficultés et des problématiques exposées par les jeunes participants, le groupe de jeunes affirme ce qui suit :

« Toutes les ressources en place autour de nous sont essentielles. Au-delà du prof, de l'école, de la famille, il faut toute une société et des organismes communautaires pour soutenir la jeunesse ».

« L'accompagnement dans les différents milieux de vie, avoir des ressources dans les écoles, dans les organismes ça nous aide et fait la différence. »

Les pistes de solutions émises par les jeunes sont présentées en **trois sous-sections** qui font référence à trois milieux de vie complémentaires pour la réussite scolaire des jeunes : **l'école, la famille et les organismes de l'action communautaire autonome.**

L'école

Au-delà du soutien académique, les jeunes ont insisté sur la nécessité que l'école mette en place, dans ses locaux, des ressources caractérisées par un haut niveau d'accessibilité, de disponibilité (sans rendez-vous), d'ouverture et d'écoute. Ces ressources devraient, selon les jeunes, être indépendantes de l'institutionnel (santé et services sociaux) et de l'école afin d'éviter que le jeune qui se confie s'expose à un risque d'être expulsé de l'école lorsqu'il s'agit de certains types de problématiques.

« T'es dans un cours, tu vis de l'intimidation ou autre, ta journée est "scrape". T'arrives pas à étudier. Il faut avoir quelqu'un d'accessible dans l'immédiat, sans rendez-vous. »

« Des fois les jeunes qui décrochent c'est parce qu'ils ne pouvaient pas parler avec quelqu'un pour briser leurs coquilles et parler de leurs problèmes ».

« Il y a peut-être un problème et je ne suis pas capable d'en parler... si quelqu'un est là, spécialement pour ça. Juste parler. Sans me mettre plus dans le trouble. »

« Lorsque t'as un problème du genre toxicomanie, tu vas te faire juger et risquer de te faire mettre dehors de l'école, il faut que l'on ait une porte où aller frapper. »

Par ailleurs, un jeune aborde la possibilité d'une année de pause.

« Être cinq ans au secondaire en plus du primaire, et être toujours en difficulté, il serait bien de pouvoir vivre une période de changement. »

Selon lui, il serait profitable que l'on accorde aux jeunes une année où ils pourraient faire autre chose que d'aller à l'école, question de se recentrer, de reprendre confiance en soi et de vivre une autre expérience de vie.

Des exemples de moyens existent déjà dans les écoles et sont appréciés par les jeunes :

« Dans une de mes écoles, il y avait un local où on pouvait aller pour parler d'un problème pas juste de l'école, de la famille aussi. Il y a quelqu'un qui t'écoute et il n'est pas de l'école. »

« Dans mon école, tout le monde a un conseiller qu'on rencontre chaque jour et si on accumule un retard dans notre cheminement il voit avec nous ce qu'il en est, s'il y a des difficultés dans une matière ou s'il y a un problème personnel et besoin d'aide. »

La famille

Bien que la famille ait été peu abordée, les jeunes ont clairement exprimé l'importance de mieux informer, voire d'accompagner certains parents. Plusieurs jeunes ont expliqué qu'en plus de subir le stress de leurs difficultés, ils font face à la déception de leurs parents, à leur incompréhension vis-à-vis des difficultés scolaires qu'ils éprouvent et finalement, à leur sentiment d'impuissance et de frustration. Ce sont des moments de grandes tensions dans les familles qui ajoutent au stress vécu par le jeune « (qui) n'en peut plus à l'école » n'offrant pas le soutien adéquat pour qu'il puisse réussir.

Cette situation est particulièrement douloureuse pour les jeunes et les parents issus de l'immigration, qui ont des parcours migratoires difficiles et pour qui un important cumul de difficultés représente autant de défis pour s'intégrer, persévérer et réussir leur scolarité dans l'école québécoise.

« Tu arrives à 12-13 ans, même si tu parles français, ce que tu as vécu, les gens ne te comprennent pas. Se faire des amis c'est difficile. Et puis surtout, les parents ne comprennent pas pourquoi il faut passer par là (en parlant des classes d'accueil) et ils sont mécontents. Mes parents ne comprennent pas pourquoi je ne fonctionne pas à l'école. Pourquoi je suis maintenant dans un programme spécial (2 jours à l'école et 3 jours en stage). Je ne suis pas dans un programme « normal ».

Les organismes jeunesse de l'ACA

Les organismes de l'ACA (action communautaire autonome) qui œuvrent auprès de la jeunesse sont chaleureusement nommés par les jeunes comme : « ma Maison de jeunes », « L'École du milieu », « Marie-Frédéric », « Centre solidarité », « Diapason », « Entreprise formation », etc.

« À 21-22 ans, j'ai raccroché suite à quatre ans de décrochage. L'organisme t'aide à faire ton classement pour le retour à l'école. La prof que j'avais était une perle, elle t'expliquait jusqu'à ce que tu comprennes. Tu travailles et elle ne te laisse pas tomber facilement. »

AXE D'INTERVENTION III

DES JEUNES PRÊTS POUR LE TRAVAIL, UNE ÉCONOMIE PRÊTE À LES ACCUEILLIR

Les thèmes proposés dans le document de consultation du gouvernement sur l'axe de l'emploi visent l'employabilité des jeunes n'étant ni en emploi ni aux études et des jeunes en difficulté, un traitement équitable au travail entre les générations, la culture et la relève entrepreneuriales, notamment les entreprises familiales, la conciliation travail avec les autres sphères de la vie, la mobilité interrégionale, pancanadienne et internationale.

Lors de la Consultation, les jeunes présents se sont prononcés sur plusieurs de ces enjeux en ajoutant des nuances et en nommant les défis auxquels ils sont confrontés au quotidien. Ils mettent clairement en lumière leurs rêves et aspirations et les obstacles qu'ils rencontrent.

Ils veulent être travailleur social, policier, soudeur, ils veulent travailler dans le social, en informatique ou ils cherchent encore ce qu'ils feront dans la vie. Les jeunes participants de la consultation traversent cette **importante transition vers le monde du travail**, ils rejettent les étiquettes, ils cherchent du soutien et de l'accompagnement. Ils nomment pourtant que leurs chemins, afin de trouver leur place dans cette société, sont **parsemés de nombreuses embûches**.

Voici les principaux thèmes qui émergent des échanges des jeunes participants :

- L'accès au travail
- La formation : avoir ou non son secondaire 5
- La formation : trouvez des alternatives
- S'orienter : le défi de trouver sa voie
- L'entrepreneuriat
- La conciliation travail-études-familles
- Le soutien des groupes communautaires

L'accès au travail

Le discours des employeurs est contradictoire pour les jeunes. Ceux-ci disent vouloir des jeunes, mais ne leur font pas de place dans la sphère du marché du travail.

« J'ai envoyé 100 cv et j'ai eu 2 entrevues, j'ai pourtant les compétences, ils cherchent quoi au juste les employeurs? ».

La première chance en emploi est difficile à obtenir pour les jeunes. Les employeurs demandent de l'expérience, mais pour en obtenir, les jeunes rappellent qu'ils doivent commencer quelque part. Les jeunes rapportent des **propos teintés d'âgisme** lors de leurs démarches en emploi. Ils soulignent que les employeurs privilégient l'embauche des travailleurs plus vieux même si l'expérience de travail est comparable dans les curriculum vitae. Ils **se sentent discriminés**. Les difficultés nommées par les jeunes visent la reconnaissance de leur expérience et le démarrage de leur carrière.

Les participants présentent une foule **d'arguments pour embaucher des jeunes** : c'est plus rentable à long terme, leur formation est à jour et récente, ils représentent relève, ils ont une bonne capacité d'adaptation et la volonté d'apprendre, ils développent un sentiment d'appartenance à l'entreprise qui leur donne leur première chance ainsi qu'une maîtrise du contexte de l'organisation, ils ont le désir de rester longtemps, etc.

« On souhaite se faire de l'expérience, obtenir des emplois à temps partiel pendant nos études, mais c'est difficile. »

« Tu es trop jeune, tu n'as pas assez d'expérience. »

« Les employeurs regardent les CV en fonction de l'âge, nous sommes discriminés par rapport à notre âge, et ce, même si on a toutes les compétences « nécessitées » dans les offres d'emploi. »

« À Mtl, je suis restée longtemps sur l'aide sociale parce qu'on ne m'appelait jamais pour des jobs. »

« J'ai 16 ans malgré mon expérience dans un camp de jour auprès des autistes je n'arrive pas à me trouver une job chez Tim. On ne me donne pas la chance de trouver une job. »

Une fois au travail, les jeunes ne se sentent pas toujours valorisés ou reconnus. Ils n'échappent pas eux aussi à un certain discours teinté d'âgisme. Ils parlent « des vieux » qui ne leur font pas confiance. En même temps, les jeunes se sentent seuls sur le marché du travail. *« On a besoin d'être accompagné pour comprendre comment ça marche! »*Au niveau salarial, les jeunes se disent défavorisés par rapport aux plus âgés. Ils doivent souvent soutenir une famille, payer leurs études, etc., et le salaire et les avantages sociaux leur sont souvent défavorables dans plusieurs entreprises.

« Qu'ils nous laissent la chance dans les entreprises. On fait toujours les mauvaises jobs. On est mis à part. »

« Quand on est embauché, on se sent comme du "cheap labor"! »

« Mc Donald, Tim Horton ou Walmart, ça ne plait pas à tous les jeunes! Où sont les autres possibilités d'emploi qui pourraient nous donner de l'expérience significative avec notre parcours scolaire ou avec nos intérêts? »

Sur la **langue de travail**, des jeunes mentionnent combien ils souhaitent travailler en français. Par contre, d'autres jeunes parlent d'une force à être bilingue, qui procure un avantage sur le marché de l'emploi surtout lorsqu'on souhaite une mobilité dans d'autres provinces ou pays.

Les jeunes rapportent des **situations sexistes** en emploi et lors des études dans des programmes plus masculins. C'est le cas d'une jeune fille qui termine son DEP en mécanique :

« Le concessionnaire me faisait juste laver des voitures, les commentaires des gars étaient sexistes... je ne savais plus quoi faire alors j'ai fait des applications ailleurs, on me répondait, tu as juste une expérience en lavage de chars! Ma motivation est partie! »

Pour les jeunes, il faut sensibiliser les employeurs et il faut faire plus de promotion sur l'égalité homme-femme dans les milieux plus masculins.

Les jeunes rapportent aussi des **propos racistes** autant dans leurs démarches d'emploi que lors de l'occupation d'un emploi. « On est victime de discrimination », disent des jeunes de minorités visibles.

Finalement, les participants disent que les **préjugés envers les jeunes** sont bien ancrés dans la tête des employeurs (consommation de drogues, paresseux, « sur le party », etc.) et que parfois, le physique ou les caractéristiques de leur apparence peuvent devenir un frein à l'embauche (cheveux roses, grosueur, acné, handicap, etc.).

La formation : avoir ou non son secondaire 5

Les jeunes moins scolarisés disent que la scolarisation est trop valorisée pour certains métiers et que les employeurs auraient tout avantage, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, à **laisser une chance aux jeunes** qui souhaitent apprendre dans l'entreprise et s'investir dans un métier.

« J'ai travaillé avec mon père en menuiserie. On me demande mon secondaire 5 et cela me bloque pourtant je suis bon dans mon métier. L'école ne nous prépare pas à la vraie vie. »

Pour plusieurs jeunes, l'exigence du secondaire 5, l'obligation de choisir ton métier si jeune, le coût des études, l'importance des notes et la transition du secondaire au Cégep sont des sources d'anxiété. Le coût des études supérieures est un frein pour plusieurs quand vient le temps de choisir le travail qu'ils souhaitent faire pour le reste de leur vie.

Les jeunes possédant un parcours de formation parsemé d'embûches devraient être mieux accompagnés vers des programmes de formation qui leur donnent une chance de s'intégrer au marché du travail. Le secondaire 5, c'est un souhait collectif; un parcours « parfait » qui n'est malheureusement pas réalisable par tous les jeunes. Il faut être ouvert, trouver des solutions pour ces jeunes, leur donner des chances, il faut les motiver et les accompagner dans leurs démarches pour leur intégration à la vie sur le marché de l'emploi.

« Moi j'ai beaucoup de difficultés (dysorthographe, dyslexie, déficit de l'attention) à l'école je suis en secondaire 3, mais je devrais être en secondaire 5 et je fais mes devoirs, mais je veux faire quelque chose qui nécessite des études et j'ai ben peur de ne pas pouvoir réussir. »

« Peut-on reconnaître mes autres compétences? Je suis autodidacte, débrouillard, j'ai des qualités relationnelles. »

Une intervenante scolaire, observatrice de la Consultation, renchérit : « Ce n'est pas facile quand on ne rentre pas dans le moule de la trajectoire du secondaire 5. On cherche des stages pour les jeunes et c'est difficile. Les employeurs sont très méfiants. On ne donne pas beaucoup la chance à des jeunes qui ont des parcours plus difficiles. L'école ce n'est pas fait pour tout le monde. » Pour un jeune décrocheur de 15 ans, il n'y a pas de programmes spécifiques. La plupart des programmes sont accessibles pour les 16 ans et plus. Certains observateurs font valoir qu'il y a un trou pour les jeunes âgés de 15 et 18 ans. Les

jeunes sont laissés à eux-mêmes. On parle de trous énormes de services pour les jeunes de 15 ans sans emploi puisque pour aller aux centres locaux d'emploi (CLÉ) il faut avoir 16 ans. « *Ils se font tourner de bord partout. Et même après 18 ans, ils ont encore moins de suivi.* »

Les liens entre les différents programmes de soutien ne sont pas cohérents. Les jeunes qui doivent subvenir à leurs besoins et qui veulent terminer leurs études se trouvent au cœur d'une de ces incohérences du système. À preuve, cet exemple d'un jeune forcé de lâcher l'école pour avoir un chèque d'aide sociale parce qu'aucun autre soutien n'existe :

« Si je suis à l'école, je ne peux pas faire de demande d'aide sociale, il faut que j'arrête l'école, et là, je peux aller sur l'aide sociale et ils vont ensuite me permettre de retourner à l'école. »

Les jeunes décrochent de l'école, car ils ont besoin rapidement et immédiatement d'argent. Même s'ils sont motivés à aller à l'école, souvent ils n'ont pas vraiment le choix que de décrocher et aller travailler pour subvenir à leurs besoins.

« Pour aller à l'école, il faut que tu paies, mais si tu n'es pas éligible pour avoir les prêts et bourses c'est très difficile, surtout si tu n'as pas le support de ta famille. »

La formation : trouver des alternatives

Pour certains jeunes, plus éloignés du marché du travail, apprendre sur le tas est une voie d'avenir. Par ailleurs, les jeunes soulignent leurs intérêts pour un **mentorat** dès leur arrivée chez un employeur. Ils recommandent de sensibiliser les employeurs à ce type de formation (ex. compagne/compagnon dans l'apprentissage de métiers).

Ils rapportent une méconnaissance des **autres avenues de formation** (entreprises d'insertion, formation professionnelle et technique, plateaux de travail, programmes spécialisés, préinsertion, préemployabilité, etc.), etc.

« Les salons sur les carrières en secondaire 4 sont peu pertinents pour avoir une bonne connaissance des métiers. »

Même s'il existe d'autres portes pour accéder à l'emploi, les jeunes ne les trouvent pas ou tout simplement ces portes n'existent pas. « *Faut casser le moule, il faut penser reconnaissances des acquis, des connaissances et des compétences* », souligne un observateur. Il faut regarder les intérêts des jeunes et revoir le cursus académique. Selon les jeunes, il est impératif de relier le système éducatif avec celui des employeurs du Québec.

Il y a des méthodes alternatives mal connues, mais qui sont source de réussites. Par ailleurs, une observatrice de la consultation souligne : « *il y a des programmes démobilisant (FPT) où toutes les clientèles se retrouvent ensemble (autisme, problèmes d'apprentissage, troubles de comportement, etc.), c'est pratiquement impossible d'y réussir. On est dans un système où il n'y a pas de logique. On doit repenser les modes de fonctionnement et être collé sur la réalité terrain* ».

Les jeunes disent qu'ils ne peuvent pas tous « fitter » dans le programme général et que malheureusement, les autres types de formation ne sont pas valorisés dans leur école secondaire. Une intervenante en emploi dit même que les conseillers pédagogiques et conseillers en emploi sont souvent mal informés face aux diverses ressources en employabilité qui peuvent soutenir et aider ces jeunes.

S'orienter : le défi de trouver sa voie

Les jeunes souhaitent obtenir plus d'information sur les métiers et professions. Ils souhaitent également mieux connaître le marché du travail et les différentes étapes à franchir pour y arriver.

Les jeunes sentent une **pression sociale pour leur choix de carrière**. Dès leur 4^e secondaire, ils doivent y penser et au début de la deuxième session de la 5^e secondaire, ils doivent être prêts à s'inscrire. C'est vite, ils se disent **mal accompagnés, mal guidés** dans leur démarche de choix de carrière. Les jeunes souhaitent rencontrer des professionnels en orientation, mais ils disent que la ressource n'est parfois pas disponible dans leur école.

« On rencontre la conseillère en orientation elle nous fait passer un test. Si tu es bon en français, va en sciences humaines, si tu es bon en maths, va en sciences pures, mais en dessous de cela, il y a une foule de métiers possibles qu'on ne connaît pas! »

« Si tu n'es pas bon, il n'y a pas trop d'options qui nous sont expliquées! »

« En secondaire 4, on a une journée pour s'informer sur les divers programmes et carrières, le conseiller en orientation nous dit : je n'ai pas le temps, va voir dans Repères ou sur Internet. »

Les jeunes soulignent qu'on leur présente les métiers en général, mais pas les emplois moins exigeants en termes d'études. Les conseillers en orientation ne présentent pas les voies alternatives. Ils présentent les programmes connus de tous. Les jeunes ont besoin **qu'on réponde à leurs questions** et non qu'on les réfère uniquement aux ressources Internet!

« On a besoin de réponses, Internet, c'est beau, mais ce n'est pas tout, ça manque de concret. »

L'entrepreneuriat

De nombreux jeunes sont tentés par l'aventure entrepreneuriale, car il s'agit, pour eux, de se créer un emploi sur mesure et de développer leurs connaissances et leurs compétences.

« Créer mon emploi, j'en rêve! »

« Si tu n'es pas capable de te faire embaucher, tu vas peut-être lancer ton entreprise »

« Il faut avoir du cash en partant. Les banques ne prêtent pas. Il faut une famille riche. »

Même s'il existe une foule de ressources pour mousser l'entrepreneuriat, les jeunes ne les connaissent pas. Les **programmes et ressources sont méconnus** des jeunes et aussi des intervenants-es scolaires. Il y a la perception que les **critères sont trop élevés**. Selon les jeunes, il faut favoriser l'entrepreneuriat et faire en sorte de le découvrir à l'école.

« Des fois, on connaît les programmes, mais on l'impression que les critères sont trop stricts, il faut qu'on soit parfait. C'est réservé à l'élite. »

Outre la mauvaise connaissance des ressources existantes, les jeunes disent aussi craindre de s'engager dans l'aventure entrepreneuriale. De plus, et ce n'est pas le moindre obstacle, il faut avoir de l'argent pour le démarrage d'une entreprise (ex. acheter des outils). Sans un soutien financier, de la famille par exemple, c'est pratiquement impossible.

« Ça coûte cher, faut bien s'y prendre, faut être bien conseillé... au final faut pas faire faillite et s'endetter davantage. »

La conciliation travail-études-familles

Selon les jeunes, les employeurs doivent être plus conciliants avec les jeunes familles. La conciliation travail-famille-études n'est pas évidente. Selon eux, **peu d'employeurs sont prêts à faire des concessions** et certains manifestent peu d'ouverture face aux difficultés reliées à la conciliation. Il y a encore du chemin à faire pour soutenir ces jeunes et pour que le milieu du travail s'adapte réellement.

« Ma blonde est aux études et j'ai déniché un bon emploi de soir, toutefois, il n'y a pas de CPE ouvert le soir, ça nous cause des problèmes. Parfois, j'apporte mon enfant au travail, mais ce n'est pas toujours évident. La gardienne privée, elle coûte cher! »

« Je n'ai pas les moyens de me payer le CPE, ce n'est pas évident, rester à la maison ou travailler à bas salaire? »

« Je suis chanceuse, je travaille maintenant dans le communautaire et mon employeur est compréhensif, c'est loin d'être la réalité dans le secteur public ou privé ».

Le soutien des groupes communautaires

Les jeunes souhaitent **être accompagnés et entendus**. Ils nomment l'aide reçue de la part des membres du réseau Interjeunes.

« Les intervenants nous écoutent, font des recherches, nous aident, ça prendrait plus d'intervenants, ils nous redonnent confiance en nous et ça nous remonte l'estime. Ils nous motivent et nous encouragent ».

« Le lien humain est important »

Les jeunes n'ont **pas l'impression d'être une priorité pour le gouvernement**. Il y a une certaine incompréhension du côté politique, les jeunes ne comprennent pas où le gouvernement puise ses idées pour faire les politiques, ils ont l'impression qu'ils ne vivent pas dans la même réalité.

« Le gouvernement a beau à dire qu'on est une priorité, mais il accorde plus d'importance aux vieux, pourtant la relève ce sont les jeunes. »

AXE D'INTERVENTION IV

UNE CITOYENNETÉ ACTIVE ET PLURIELLE

Le quatrième axe est celui de la promotion d'une citoyenneté active et plurielle. Actuellement, peu de jeunes occupent des fonctions dans les lieux décisionnels : mairies (2,4 %), élus de l'Assemblée nationale (6,5 %), cadres de la fonction publique (1,5 %), conseils des représentants et représentantes de la Fédération des caisses Desjardins (1,7 %), etc.¹ Quant au taux de participation électorale, la tendance est à la baisse, puisqu'il est passé de « 70 % dans les années 1960, (...) à tout juste un peu plus de 30 % en 2004. »² Selon une étude menée par l'Institut de Nouveau Monde en 2012, « cette tendance s'accroîtra au cours des prochaines années si aucune réforme institutionnelle, politique publique ou mesure n'est mise de l'avant ».³

Selon la Coalition Interjeunes, il est primordial de se demander pour quelles raisons les jeunes se désinvestissent de la politique et de voir comment leur participation et leur implication citoyenne peuvent être renforcées.

Les réflexions suivantes sont celles qui émanent des jeunes qui se sont penchés sur la question lors de la journée de consultation. Voici le résumé de leurs idées, regroupées sous les thèmes suivants :

- La participation citoyenne des jeunes et l'inclusion dans les lieux décisionnels
- La responsabilité jeunesse
- La représentation et l'image sociales des jeunes
- Le rôle des organismes communautaires jeunesse
- Les exemples concrets de participation citoyenne

Participation citoyenne des jeunes et inclusion dans les lieux décisionnels

Plusieurs jeunes ont l'impression de ne pas être inclus dans les lieux de prises de décision et de ne pas disposer d'un espace d'expression qui leur permettrait de participer et de s'impliquer dans les choix qui les concernent. Ils ne se sentent pas écoutés :

« Les jeunes ne sont pas entendus, le gouvernement fait en sorte qu'on parle, mais ils ne nous écoutent pas, ils le font juste pour bien paraître, mais n'agissent pas. »

« S'il n'y avait pas eu la journée aujourd'hui, nous n'aurions pas eu de voix, on n'aurait pas été entendus. »

Les jeunes considèrent que l'implication communautaire peut provoquer le changement. Par exemple, dans les maisons de jeunes, les adolescents sont inclus dans les décisions qui sont prises. Il y a un conseil

¹ Conseil du statut de la femme (2014). Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs.

² Le Directeur Général des élections du Québec (2012), *La diminution de la participation électorale des jeunes Québécois : Une recherche exploratoire de l'institut du Nouveau Monde*, <http://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6438.pdf>

³ Idem

d'administration et un conseil des jeunes; c'est un exemple d'endroit où, à l'instar d'autres organismes communautaires jeunesse, les jeunes ont une place centrale et font partie intégrante des processus décisionnels.

En ce qui a trait à la politique, les jeunes veulent participer et **être inclus dans les décisions et dans l'espace public**. Ils souhaitent également qu'ils y aient plus de représentants de leur groupe d'âge pour que leurs valeurs soient mises de l'avant. Ils croient qu'une pression doit être exercée en ce sens et que les politiciens devraient venir prendre le pouls des jeunes plus régulièrement, pas seulement en période électorale. **Ils veulent être écoutés et que leurs idées soient prises en considération :**

« Il faut innover plus et mettre de côté le vieux système. C'est important qu'il y ait une meilleure écoute et une plus grande ouverture d'esprit face à l'innovation de la jeunesse. »

« Notre chance, on peut l'avoir en démontrant qui l'ont est! »

La notion du « **PAR et POUR les jeunes** » est primordiale pour que ces derniers puissent s'impliquer dans leur communauté. Selon les participants, une façon de développer la participation citoyenne est de soutenir les organismes qui œuvrent en ce sens, ce qui semble être de plus en plus le cas au Québec.

Responsabilité jeunesse

Les jeunes considèrent **qu'ils peuvent jouer un rôle actif en termes de changement**. Ils sont capables de prendre des responsabilités et de s'impliquer pour contribuer à un avenir meilleur, car ils sont les mieux placés pour comprendre ce qui les touche vraiment; ils le vivent au quotidien.

« À force de faire des événements comme aujourd'hui, on va réussir à être écoutés. Les jeunes sont les adultes du futur. »

« Il faut que la jeunesse se mobilise et ne perde pas espoir pour que les adultes et le gouvernement les écoutent. »

Représentation et image sociales des jeunes

Les jeunes estiment que **l'image qui les dépeint dans la société est erronée** et basée sur une méconnaissance de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent. Ils souhaitent que leurs efforts soient reconnus par le gouvernement, ce qui ne leur paraît pas être le cas actuellement. Surtout, ils veulent changer les choses et démontrer qu'ils ont tout le potentiel nécessaire pour y parvenir :

« On n'est pas perçu positivement, on a peur des jeunes et de leur façon de penser qui est différente. Les gens ont peur de sortir de leur confort. »

« Il faut changer. Ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on ne peut pas s'exprimer et s'imposer. »

Ils veulent prendre leur place et ne plus être étiquetés. Il est clair que pour eux, jeunesse ne rime pas avec déviance.

« La jeunesse est souvent étiquetée comme déviante. Les adultes devraient nous laisser notre place et cesser de nous étiqueter. »

« On est nous, on a prouvé qu'on est là! »

La Consultation est un premier pas en ce sens. Elle a permis aux jeunes de s'exprimer sur des enjeux qui les touchent et leur a donné l'occasion de faire entendre leur voix :

« (grâce à la consultation), ce qu'on dit peut être pris en considération. »

« C'est un moyen de pression, ça donne espoir à d'autres jeunes. »

« Il faut faire du bouche-à-oreille, que les jeunes ne baissent pas les bras. »

Rôle des organismes communautaires jeunesse

Les organismes communautaires permettent aux jeunes de se **rassembler**, de **s'impliquer à leur façon**, en fonction de **leurs forces** et de leurs ressources, et d'en retirer une **fierté** et un **sentiment d'accomplissement personnel**. Ils peuvent également faire du bénévolat pour des causes qui les touchent et qui les concernent. Dans ces organismes, ils sont pris au sérieux et sont considérés. Cette **reconnaissance** est très importante pour les jeunes, elle les valorise beaucoup :

« (ces organismes) rassemblent les jeunes, ils nous unissent. »

« Ils nous prennent au sérieux, on est importants pour eux, ça fait du bien. »

« S'impliquer est important. C'est un plus pour aider la société et j'en suis fier. »

« Ils nous donnent le goût de continuer de nous impliquer dans la société, de nous ouvrir à la communauté. »

Parmi les jeunes présents à la consultation, plusieurs ont mentionné l'aide précieuse qu'ils ont reçue de la part des organismes qu'ils fréquentent. Ils ont été accueillis tels qu'ils étaient, écoutés et encouragés. Certains jeunes ont ainsi pu **retrouver l'espoir** de voir leur situation s'améliorer et ont été capables de surmonter leurs peurs :

« Les organismes m'ont aidé avec mes problèmes familiaux, à l'école. C'est mieux que la DPJ. Là-bas c'était vraiment pour nous aider. Je connais des jeunes qui continuent à y aller et ça marche. »

« C'est carrément ma famille. Ils m'ont accueilli, ils m'ont supporté. »

« Ils nous encouragent à agir, à affronter nos peurs. »

« Ils prennent le temps de t'écouter, de faire le suivi avec tes parents pour que ça aille mieux à la maison. »

« Ils nous hébergent et nous supportent dans les moments les plus difficiles. »

« Ils nous accueillent tels qu'on est, ils ont espoir en nous ils nous donnent notre chance. »

D'autres y trouvent une façon de s'exprimer, de contribuer au mieux-être de leur collectivité, de s'impliquer socialement et de réaliser leurs rêves :

« Je ne peux pas travailler, mais j'offre de 30-40 heures par mois de bénévolat. Un jeune va en profiter, c'est comme donner au suivant. C'est quelque chose en quoi je crois. Je donne en croyant qu'un autre redonnera. Les organismes ont une implication sociale. »

« Les organismes sont là pour nous aider, pour stimuler la créativité. »

« Ils ont fait de mon rêve une réalité. Avec une exposition de photos et le Gala des prix leviers (...), le projet est allé plus loin que je pensais! »

Enfin, dans ces organismes, les jeunes se sentent reconnus et écoutés, et ce de manière globale. Leurs difficultés sont entendues et leur potentiel mis en exergue :

« L'organisme m'a permis à rester à l'école. Ils m'ont permis de faire des activités, de briser l'isolement chez nous. Tu ne te sens pas jugé. »

« Ils m'ont donné une 2e chance, ils m'ont fait confiance et m'ont encouragée. Ils sont présents. Je suis vraiment contente et fière d'être ici et de vous parler. »

Exemples concrets de participation citoyenne

Quelques personnes ont pris la parole pour relater leur expérience d'implication citoyenne. Ils ont offert un témoignage de l'impact que les organismes communautaires jeunesse ont eu sur leur vie. Que ce soit en luttant contre l'intimidation, en rédigeant un mémoire pour faire changer les choses ou encore en démystifiant les tabous concernant la santé mentale, ils ont su tirer profit de leurs apprentissages et de leurs acquis pour réaliser divers projets et venir en aide aux autres.

D'anciens lauréats des *Prix Leviers*⁴ ont également livré leur expérience de participation citoyenne. Un d'entre eux s'est impliqué dans plusieurs organismes jeunesse (maison de jeunes, ROCAJQ, Oasis, Travail de rue, etc.) et est le premier jeune québécois à avoir fait signer la Déclaration d'engagement jeunesse (DEJ)⁵ en France. Un second a quant à lui fait signer la déclaration jeunesse dans sa communauté et a encouragé les autres à faire de même. Le message envoyé par ces anciens récipiendaires en était un d'espoir; ils voulaient motiver les jeunes à développer leurs idées et à suivre leurs rêves et souhaitent les inciter à revenir l'an prochain, déterminés et motivés à poursuivre leurs actions et leurs idéaux.

Les milieux scolaires constituent des possibilités d'implication pour les jeunes, mais ne sont pas en mesure d'assurer un suivi individualisé auprès de chaque élève. Cependant, les jeunes peuvent

⁴ Prix décernés par le ROCAJQ pour souligner l'implication citoyenne des jeunes.

⁵ Déclaration d'engagement jeunesse lancée par la Coalition Interjeunes en 2014 et signée à ce jour par plus de 156 personnes, disponible sur le site <http://interjeunes.org/declaration-dengagement-jeunesse/>

constituer un conseil étudiant où mettre en place des projets qui leur tiennent à cœur. Ce type d'activités peut être soutenu par les écoles. Chaque opportunité doit être saisie :

« Il faut participer aux activités scolaires, donner l'exemple et utiliser les opportunités qui existent. »

Or, pour parler d'une pleine citoyenneté, il est primordial que les jeunes aient une place dans la société québécoise, qu'ils puissent s'y impliquer et s'y sentir valorisés. Ils doivent pouvoir être entendus, et ce, même s'ils ne correspondent pas à l'image généralement admise d'une jeunesse mobilisée, politisée et impliquée. Pour pouvoir contribuer au développement de leur communauté et pouvoir travailler à bâtir une société qui leur ressemble, tous les jeunes doivent être représentés. C'est à travers ce processus qu'ils pourront développer un sentiment d'appartenance et sentir qu'ils font partie intégrante d'un tout, que l'on peut qualifier de « vivre ensemble ».

Pour que cette cohésion sociale soit possible, l'apprentissage de la vie en société et du fonctionnement de la démocratie doivent être valorisés. Ces bases sont les prémisses de l'implication communautaire et de l'engagement citoyen.

Le manque de temps a également été souligné à maintes reprises. Pour pouvoir accomplir de belles choses, ancrées dans la communauté, utiles et sensées, il faut du temps et des ressources financières. Les gouvernements ne devraient pas couper dans les services des organismes communautaires, mais plutôt les encourager et les soutenir. **Les gouvernements ne devraient pas limiter leur intérêt envers la jeunesse aux périodes électorales, mais bien les inclure dans l'ensemble de leurs politiques.**

Enfin, l'ensemble de la population devrait faire preuve d'ouverture et faire davantage confiance aux jeunes. Les employeurs pourraient s'engager à accompagner les jeunes et leur offrir une première expérience de travail positive et formatrice. Enfin, des espaces d'expression pourraient leur être consacrés, pour qu'ils puissent innover et créer à leur guise.

CONCLUSION

Avec ce document synthèse, la Coalition Interjeunes a voulu devenir le porte-voix de ces jeunes qui fréquentent nos organismes au quotidien. Ils ont beaucoup à dire et beaucoup à apporter à la société. Nous espérons le document le plus fidèle à leurs propos. Nous les remercions de leur ouverture, de leur sérieux ainsi que de leur générosité et leur engagement tout au long de la journée.

Ces jeunes sont les experts de leur réalité. Ils sont les adultes de demain et feront face à de nombreux défis. Ils demandent au gouvernement de les écouter et de leur donner les moyens de leurs ambitions.

Durant la journée de consultation, les observateurs invités ont trouvé la rencontre très touchante, empreinte de sensibilité et d'humanité. « C'était une occasion de faire de l'éducation populaire, de rappeler le rôle crucial que jouent les organismes communautaires dans la vie des jeunes et d'encourager ces derniers à prendre leur place et à faire entendre leur voix. »

Un gouvernement responsable doit maintenant prendre les décisions et faire les investissements nécessaires pour que tous les jeunes bénéficient d'une chance égale de terminer ses études, trouver un travail qu'il aime et devenir un citoyen accompli et engagé.

Nous avons promis à ces jeunes que leur parole ne serait pas veine, qu'elle se rendrait jusqu'au gouvernement, voilà notre mission accomplie! La Coalition Interjeunes invite maintenant le gouvernement du Québec à tenir compte de leurs propositions, à prendre le temps de comprendre leur réalité afin de livrer une Politique jeunesse qui permettra à tous ces jeunes de participer activement à la société québécoise d'aujourd'hui et de demain.

Pour information :

Regroupement des maisons de jeunes du Québec

8225, boul. Saint-Laurent, bureau 300

Montréal, (Québec), H2P 2M1

(514) 725-2686

info@rmjq.org

www.rmjq.org

Regroupement des Auberges du cœur du Québec

4246, rue Jean-Talon est, Tour sud, bureau 16

Montréal, (Québec), H1S 1J8

(514) 523-8559

info@aubergesducoeur.org

www.aubergesducoeur.org

Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec

3736, rue Saint-Hubert, 1er palier

Montréal (Québec), H2L 4A2

(514) 388-7942

info@rocajq.org

www.rocajq.org

Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage scolaire

1855 rue Rachel Est, bureau 101

Montréal (Québec), H2H 1P5

514-387-0716

direction@roclid.org

www.roclid.org

Regroupement des organismes communautaires québécois en travail de rue

8105 de Gaspé #200

Montréal (Québec), H2P 2J9

514-278-9181

pact@videotron.ca

www.pactderue.org